

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 20/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS

BP 7
67610 La Wantzenau

Références : -
Code AIOT : 0006700526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS implanté ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau. L'inspection a été annoncée le 24/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS
- ZI Rue du Ried 67610 La Wantzenau
- Code AIOT : 0006700526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARLANXEO exploite des installations de fabrication de caoutchoucs synthétiques soumises à autorisation (SEVESO et IED), réglementées par l'arrêté préfectoral codificatif du 16 mars 2022.

A compter du 12 décembre 2026, ces installations seront soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation.

La société Arlanxéo a déposé le 29 février 2023 un dossier de réexamen en cours d'instruction, qui devra être complété notamment les résultats des campagnes exploratoires portant sur les émissions atmosphériques.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conception des canalisations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande d'action corrective	6 mois
4	Fréquence de surveillance COV	AP Complémentaire du 16/03/2022, article 9,2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	AP Complémentaire du 16/03/2022, article 3,2,2	Sans objet
3	Nature des polluants	AP Complémentaire du 16/03/2022, article 3,2,3	Sans objet
5	Respect du flux des COV	AP Complémentaire du 16/03/2022, article 3,2,4	Sans objet
6	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 16/03/2022, article 9,2,1,3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non conformités :

La surveillance des émissions de composés organiques volatils, au niveau des exutoires des chaînes de finition (séchateurs, pulvérisateur, 6 mesures par an) n'a pas été complètement réalisée en 2024. Aucune mesure n'a encore été réalisée en 2025. L'exploitant a transmis postérieurement à la visite les programmes des mesures 2025 et 2026.

Les résultats de ces mesures ne sont pas exploités pour la détermination du flux annuel de COV émis par l'établissement.

Des dispositifs de protection contre les entrées d'eaux perturbent la diffusion dans l'atmosphère

des rejets.

Observations, questions :

Il est attendu que les résultats des mesures exploratoires effectuées par un organisme extérieur (chaînes de finition) soient exploités dans le cadre du réexamen en cours, afin d'élaborer un programme de surveillance représentatif et de déterminer de façon la plus exhaustive les flux émis.

La présence d'ammoniac a été détectée en sortie de certains exutoires de l' atelier finition, ce constat doit être expliqué.

Les substances CMR de catégorie 2, identifiées et répertoriées par Arlanxeo, sont à inclure dans le programme de surveillance qui sera réalisé par organisme extérieur accrédité.

L'inspection demande que lui soit produit et explicité le calcul ayant abouti à une émission de plus de 49 tonnes de COV en 2024

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2022, article 3,2,2							
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions							
Prescription contrôlée :							
N° de Conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques, remarques	Hauteur /Diamètre en m	Débit moyen en Nm³/h	Vitesse minimum d'éjection au débit nominal en m/s
II	Sécheur II du continu	1650 KW	G a z naturel	-	H = 27.5 D = 0.90	17 000	8
IV	Sécheur IV du continu	1200 KW	G a z naturel	-	H = 27.5 D = 0.90	20 000	8

VI	Sécheur VI du continu	3566 KW	G a z naturel	-	H = 27.5 D = 0.75	32 000	8
4	Chaîne 3 du batch (pulvérisation)	450 KW	G a z naturel	-	H = 31.3 D = 0.80	15 000	8
II C	Cyclone Chaîne II	-	-	Transport du caoutcho u c à l'entrée d u sécheur. Le convoyeur aspire de l'air frais et l e s vapeurs des bacs d e coagulation de la chaîne II	H = 26.0 D = 0.50	7 000	8
IV C	Cyclone Chaîne IV	-	-	Transport du caoutcho u c à l'entrée d u sécheur. Le convoyeur aspire de l'air frais et l e s vapeurs	H = 26.0 D = 0.50	7 000	8

				vapeurs des bacs d e coagulati on de la chaîne IV			
VGU C	P u r g e d e s inconden sables de l a récupéra tion des monomè res de l'unité continue	-	-	Fonction nement discontin u	H = 26.1 D = 0.07	R e j e t discontin u, débit n o n mesurabl e	N o n mesurabl e
VGU B	P u r g e d e s inconden sables de l a récupéra tion des monomè res de l'unité Batch	-	-	Fonction nement discontin u	H = 17.5 D = 0.05	R e j e t discontin u, débit n o n mesurabl e	N o n mesurabl e

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

La visite d'inspection a permis de visualiser les conduits des trois séchoirs, le conduit de la chaîne 3, et les conduits des deux cyclones.

Les VGU sont reprises dans les conduits, mais correspondent à des points d'émission diffus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conception des canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des canalisations
Prescription contrôlée : [...] Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.[...] Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, des « chapeaux chinois » ont été observés sur les cheminées des trois séchoirs, du conduit de la chaîne 3, et des conduits des deux cyclones. Ces dispositifs de protection contre les entrées d'eaux font obstacle à une bonne diffusion atmosphérique des émissions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de supprimer les "chapeaux chinois" dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Nature des polluants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2022, article 3,2,3
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des polluants
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration mesurée suivant les normes en vigueur. Les volumes de gaz étant rapportés : <div>Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration mesurées suivant les normes en vigueur. Les volumes de gaz étant rapportés :<ul style="list-style-type: none">à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-</div>

pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

N° de Conduit	Installations raccordées	Paramètres	Concentrations instantanées (sauf mention contraire) en mg / N m ³
II		Acrylonitrile (masse)	2
IV		Acrylonitrile (masse)	2
VI	Sécheur VI du continu	Acrylonitrile (masse)	2
4	Sécheur 3 du batch (pulvérisation)	Acrylonitrile (masse)	2
II C	Cyclone chaîne II	Acrylonitrile (masse)	10 en valeur instantanée 2 en moyenne annuelle
IV C	Cyclone chaîne IV	Acrylonitrile (masse)	10 en valeur instantanée 2 en moyenne annuelle
VGU C	Purges des incondensables de la récupération des monomères de l'atelier en continu	COV présentant les mentions de dangers H340, H350, H350i, H360DD ou H260F dont butadiène	Émissions fugitives à intégrer dans le SME

	monomères de l'atelier en continu	H360DD ou H260F dont butadiène	
VGU B	P u r g e d e s incondensables de la récupération des monomères de l'atelier batch	COV présentant les mentions de dangers H340, H350, H350i, H360DD ou H260F dont butadiène	Émissions fugitives à intégrer dans le SME

Constats :

La campagne de mesures par organisme extérieur réalisée en juin et juillet 2024 ne montre pas de dépassement des valeurs limites d'émission prescrites par l'arrêté préfectoral. Son volet exploratoire a permis de caractériser les teneurs en benzène, toluène, formaldéhyde, chlorure, ammoniac, acide cyanhydrique, dioxyde de soufre, COVT.

Par sondage, il est constaté que :

Le formaldéhyde est mesurée en faible quantité sur les conduits de cyclone, sécheur et pulvérisation (entre 0,003 mg/Nm³ et 0,0183 mg/Nm³) (ce composé est CMR de 1ere catégorie. Il entre dans la somme des COV CMR de cette catégorie),

- l'ammoniac est mesuré à des teneurs notables, respectivement 9,2 et 13,3 mg/m³ au conduit 4 (pulvérisateur) et au cyclone de la chaîne VI. Il est attendu que l'exploitant produise des éléments sur la présence de ce polluant, à ce jour non-réglémenté dans l'arrêté préfectoral ;

Les COVT sont mesurés en sortie de tous les conduits, à des teneurs de plusieurs dizaines de mg/m³. Aux exutoires des sécheurs des chaînes 4 et 6, leur flux dépasse la valeur de 2 kg/h imposant à terme une mesure en continu du polluant (NB : en 2023 des dépassements de cette valeur de 2 kg/h étaient relevés aux sécheurs des chaînes VI et II).

Une nouvelle campagne de mesures exploratoires par un laboratoire est programmée en octobre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que les résultats des mesures exploratoires réalisées par un organisme extérieur soient exploités dans le cadre du réexamen en cours pour construire des propositions argumentées de surveillance et de limitation des rejets des polluants réglementés par l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie (...).

La présence d'ammoniac à certains exutoires est à commenter.

N° 4 : Fréquence de surveillance COV

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2022, article 9,2

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance COV

Prescription contrôlée :

« La détermination des émissions de composés organiques volatils, aussi bien par voie canalisée que diffuse, s'appuie sur des bilans matières et des mesures effectuées par l'exploitant complétés par des mesures normalisées réalisées annuellement par un organisme extérieur indépendant et accrédité suivant les paramètres COVNM (en carbone total) et acrylonitrile.

L'exploitant effectue 6 mesures par an et par émissaire (conduits II, IV, VI, 4). Une mesure annuelle depuis chacun de ces émissaires par un organisme extérieur indépendant et accrédité complète cette autosurveillance, les exutoires IIC et IVC sont inclus dans cette campagne. »

Constats :

Le point de contrôle précédent ayant traité des résultats des mesures réalisées par organisme extérieur en 2024, ce point se limitera à l'examen de l'autosurveillance des émissions que l'exploitant réalise avec ses moyens propres

Il apparaît qu'en 2024, les mesures prescrites n'ont pas été totalement réalisées:

- L'exutoire II n'a notamment fait l'objet d'aucun prélèvement, au motif allégué de la gêne occasionnée par un échafaudage. L'exploitant n'a pu rendre compte d'aucun résultat pour 2025 ; il annonce le démarrage des contrôles au mois de juillet.

- Le sécheur chaîne IV a fait l'objet de 2 prélèvements seulement, réalisés en décembre 2024.

Pour le sécheur chaîne VI, l'exploitant a effectué 6 mesures : dont 4, le 3 juillet et 2, le 4 septembre 2024, ce qui pose la question de leur représentativité dans le temps.

Les résultats sont exprimés en mg/kg d'air. Le facteur de conversion, d'après l'exploitant est de 1,29. Il lui est demandé de présenter les résultats en respectant les unités prescrites par l'arrêté préfectoral soit le mg/Nm³.

L'exploitant annonce des auto-contrôles à partir du mois de juillet 2025. L'exploitant indique que l'estimation de ses émissions annuelles n'inclut pas les résultats des mesures qu'il réalise par ses propres moyens aux conduits II, IV, VI et 4 (dit « pulvérisateur chaîne 3 »).

Les prélèvements sont analysés par chromatographie, ce qui ne permet pas de mesurer les COV (totaux ou NM) exprimés en carbone total. L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le fait que la connaissance des teneurs en COVT est nécessaire pour déterminer le flux maximal possible à chaque exutoire considérant les débits autorisés dans l'arrêté préfectoral du 16 mars 2022.

14 substances sont recherchées dont l'acrylonitrile (CMR de catégorie 1). Pour cette dernière substance les teneurs rapportées sont souvent nulles et toujours inférieures à la valeur limite instantanée de 10 mg/m³.

Les substances les plus fréquemment détectées et dont les teneurs mesurées sont les plus élevées sont dans l'ordre le cyanocyclohexène (dimère acrylonitrile-butadiène), le diéthyl-amino-propionitrile, le vinylcyclohexène (dimère butadiène-butadiène. Ce composé est identifié comme ayant joué un rôle dans l'accident du 7 juillet 2024 du réservoir D 1450). Les concentrations mesurées pour ces substances peuvent atteindre plusieurs dizaines de mg/m³ par substance. Elles apparaissent plus élevées en 2024 qu'en 2023.

La caractérisation des substances reste nécessaire, car la décision d'exécution (UE) 2022/2427* , tableau 1.1 (transposée par l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024) prévoit une fourchette de valeurs-limites (1 à 10 mg/m³) pour la somme des substances CMR de **catégorie 2**, non-limitée aujourd'hui. Une substance au moins est aujourd'hui suivie par Arlanxeo, en autosurveillance : le **vinylcyclohexène** (CAS 100-40-3). En 2024, des teneurs jusqu'à plus de 50 mg/m³ de cette substance ont été mesurées par Arlanxeo à l'émission du sécheur VI dont le débit moyen autorisé est de 32 000 m³/h (art. 3.2.2 de l'arrêté préfectoral). Le flux qui peut en être déduit n'est pas négligeable, de l'ordre de 1,5 kg/h.

Les substances CMR de catégorie 2, identifiées et répertoriées par Arlanxeo, seront à inclure en routine dans la surveillance par organisme extérieur accrédité (qui inclut d'ailleurs déjà le toluène), dont la seconde campagne exploratoire interviendra à partir d'octobre 2025

Dans l'attente de la prescription d'une nouvelle procédure de surveillance des émissions, à proposer dans le cadre du réexamen IED, conformément aux MTD, ces modalités de surveillance sont à poursuivre telles qu'imposées aujourd'hui.

* Décision d'exécution (UE) 2022/2427 de la Commission du 6 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de veiller à une répartition équilibrée sur l'année des 6 mesures annuelles par exutoire prescrites.

A titre exploratoire et pour l'année 2025, l'inspection demande également que le butadiène soit ajouté aux espèces analysées dans la surveillance réglementaire.
Par ailleurs les résultats d'autosurveillance sont à transmettre dans l'unité normée, correspondant à celle présente dans l'AP précité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Respect du flux des COV

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2022, article 3,2,4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect du flux des COV

Prescription contrôlée :

[...]

Le flux annuel de COVNM exprimés en carbone total incluant les émissions diffuses ne dépasse pas 50 t/an.

<p>Le flux annuel d'acrylonitrile incluant les émissions diffuses est de 2 t/an (en masse de composé). Le flux annuel de butadiène incluant les émissions diffuses est de 6 t/an (en masse de composé). Les émissions fugitives de COV sont identifiées et supprimées suivant un programme continu supposant qu'a minima un quart des sources soient mesurées et traitées au moins tous les trois ans. Il est rendu compte à l'inspection des installations classées des travaux en ce sens et de leurs résultats. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les émissions fugitives sont réalisées annuellement par la mesure de 33 % des sources actives par le bureau de contrôle Véritas. En 2024, 5 750 de sources accessibles ont été vérifiées. 9 ont été identifiées en fuite résiduelle. Un plan de maintenance est mis en œuvre, tel le contrôle des brides au niveau de la torchère qui sera réalisé en 2026. Les émissions fugitives représentent 3,7 t/an pour 2024 dont 1,42 t/an concerne de l'acrylonitrile et 0,90 t/an du butadiène. Le flux annuel de COVNM pour 2024 est déclaré à 49,47 t/an</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande que lui soit produit et explicité le calcul ayant abouti à une émission de 49 tonnes de COV en 2024 dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Surveillance environnementale

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2022, article 9,2,1,3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants : Butadiène : annuelle - Autour du site et au niveau des secteurs habités susceptibles d'être exposés. Acrylonitrile : annuelle - Autour du site et au niveau des secteurs habités susceptibles d'être exposés. L'impact des rejets atmosphériques s'appuiera sur la vitesse et la direction du vent, qui sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, à l'inspection, les résultats de la campagne de mesures, réalisée entre le 18 et 25 mars 2024. Le laboratoire de contrôle met en place des tubes charbon passif sur 7 jours. Il précise la météo et les vents dominants pour chaque jour de la campagne.</p>

L'exploitant indique dans son courrier d'accompagnement du 23 avril 2024 les éléments suivants :

- acrylonitrile pour la zone de dépotage supérieur à la VTR 2 ug/m³ (2,50 ug/m³)
- butadiène pour les sphères (6,20 ug/m³) et la zone de dépotage (5,60 ug/m³) supérieur à la VTR 2 ug/m³

Les valeurs des prélèvements aux zones à enjeux ne révèlent pas de valeur significatives.
La campagne de 2025 a eu lieu en avril 2025

Type de suites proposées : Sans suite